

LEGENDE

LIMITE DE COMMUNE

SECTEUR OU S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN

SECTEUR EN DEHORS DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Commune d'AMY

35 Grande rue  
60310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07/08

Rendu exécutoire  
le

Droit de Préemption Urbain :

Date d'origine :  
décembre 2012

9

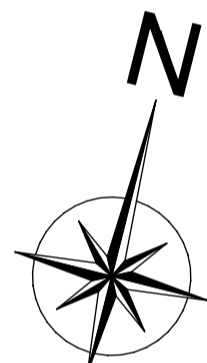
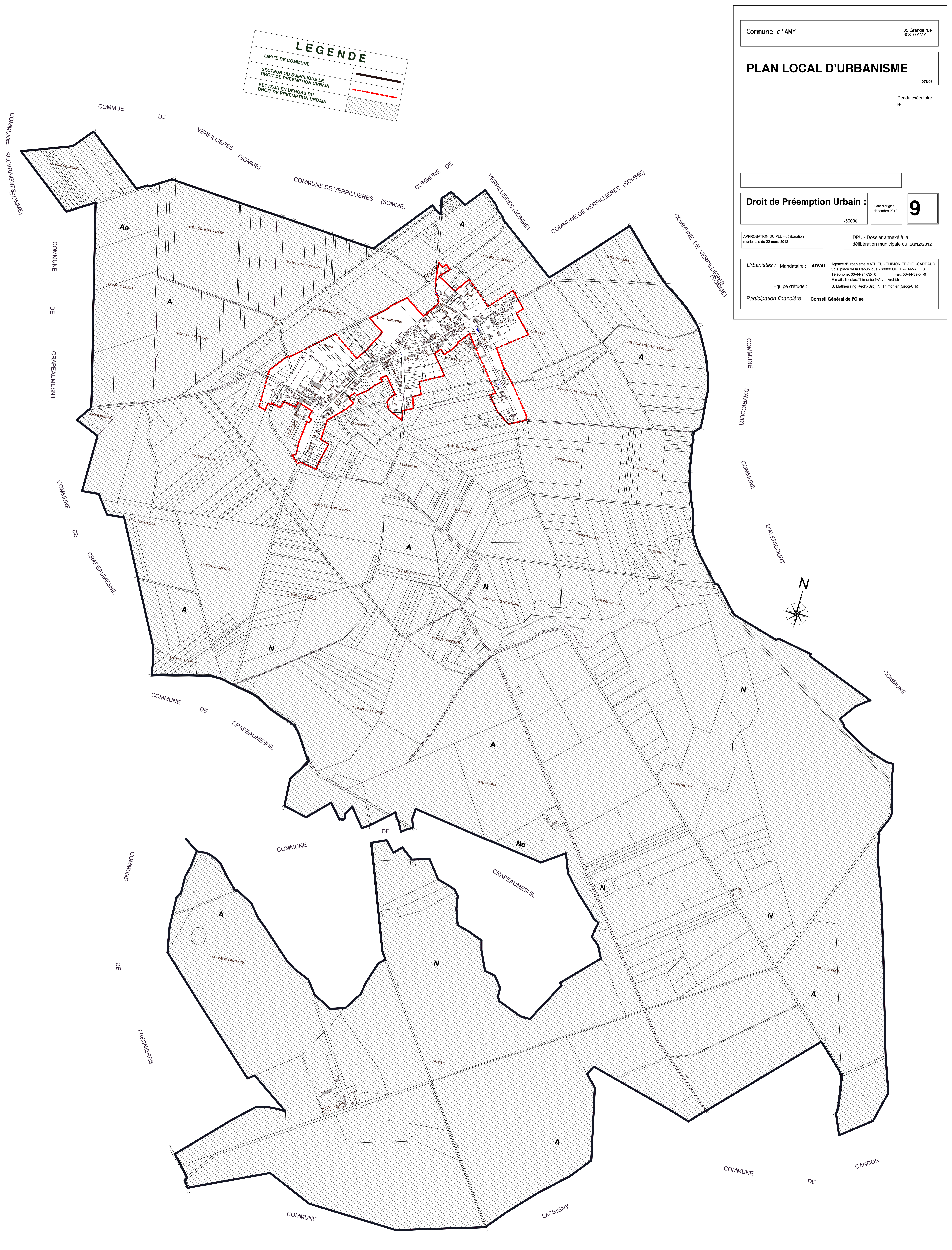
1/5000e

APPROBATION DU PLU - délibération  
municipale du 22 mars 2012

DPU - Dossier annexé à la  
délibération municipale du .20/12/2012

Urbanistes : Mandataire : ARVAL Agence d'Urbanisme MATHIEU - THIMONIER-PIEL-CARRAUD  
30is, place de la République - 60800 CHEPY-EN-VALOIS  
Téléphone : 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61  
E-mail : Nicolas.Thimonier@Arval-Arch.fr  
Equipe d'étude : B. Mathieu (Ing-Arch-Urb), N. Thimonier (Géog-Urb)

Participation financière : Conseil Général de l'Oise



SEANCE DU JEUDI 20 DECEMBRE 2012

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
10	10	09

Date de convocation

11/12/2012

Date d'affichage

11/12/2012

Objet de la délibération :

Droit de Prémption Urbain

L'an deux mille douze

Et le 20/12/2012

à la mairie

à 20 h 00

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence

De Monsieur FAGOO Maurice

Présents : Mesdames FOYART Simone, BEAUDET Marie-Joséphine, OUERTAN Ghyslaine, BUCZKOWSKI Anne,

Messieurs CARPENTIER Philippe, BAILLET Francis, GUIGAND Yann, FAGOO Philippe.

Absent excusé : Monsieur BULINSKI Olivier

Secrétaire de séance : Monsieur GUIGAND Yann

Monsieur le Maire,

Rappelle au Conseil Municipal les objectifs d'aménagement définis à l'occasion l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Il informe l'assemblée des dispositions résultant de la loi d'aménagement 18/07/1986 (modifiée les 23/12/1986 et 17/07/1987) et du décret d'application 87 884 du 22/04/1987 relatif aux dispositions en matière de droit de préemption.

La Commune, dotée d'un P.L.U opposable aux tiers peut instituer par délibération le Droit de Prémption Urbain sur toutes les zones U et AU définies au P.L.U conformément aux dispositions des articles L221.1 et suivants et R211.1 et suivants du code de l'urbanisme.

Vu la délibération en date du 22 mars 2012 approuvant le plan local d'urbanisme. Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer le droit de Prémption Urbain sur le nouveau périmètre des zones U et AU du P.L.U.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et afin de donner à la commune possibilité de constituer des réserves foncières qui recevront, à terme, des opérations destinées à favoriser son développement économique et social, ou toute actions spécifiques entrant dans le cadre des actions définies à l'article L300.1 du code de l'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du maire le conseil municipal après avoir délibéré Décide :

- d'instituer le Droit de Prémption Urbain sur le nouveau périmètre des zones U et AU du P.L.U telles que définies aux plans joints.

- charge Monsieur le Maire d'effectuer les démarches nécessaires à l'institution de ce droit :

- 1) affichage en Mairie de cette délibération pendant 1 mois,
- 2) publicité dans 2 journaux diffusés dans le département,
- 3) diffusera un exemplaire à :

Monsieur le Sous-Préfet

Monsieur le Directeur de la DDT de l'Oise

La Chambre des Notaires de l'Oise

Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance

- 4) conservera un exemplaire en commune dans le dossier du P.L.U.

Adopté pour extrait conforme. Le Maire.  
(Délibération affichée et adressée à la Préfecture, le 27/12/2012)

FAGOO Maurice  
Signature et cachet

